

ATTESTATION SUR L'HONNEUR
Opération standardisée d'économies d'énergie
RES-EC-104

Document à compléter de façon **lisible** et de préférence en majuscules.
Les champs précédés d'un astérisque (*) sont **obligatoires**.

CADRE RESERVE A L'OBLIGE	RAISON SOCIALE : SIEDS	N° SIREN : 200 091 049
--------------------------	-------------------------------	-------------------------------

A/ RES-EC-104 (v.A62.2) : Rénovation d'éclairage extérieur soit par dépose de luminaires et mise en place de luminaires neufs à module LED, soit par rééquipement de luminaires existants via l'installation d'un ensemble constitué d'un module LED et d'un appareillage auxiliaire.

*Date d'engagement de l'opération (ex: date d'acceptation du devis) :

* Date de preuve de réalisation de l'opération (ex: date de la facture) :

*Référence de la facture :

*Adresse des travaux (périmètre précis de réalisation de l'opération) :
.....

Complément d'adresse :

*Code postal : *Ville :

Dépose de luminaires et mise en place de luminaires neufs à module LED ou rééquipement de luminaires existants via l'installation d'un ensemble constitué d'un module LED et d'un appareillage auxiliaire

*Marque :

*Référence :

*Modèle :

*Degré de protection du luminaire (IP) :

NB: Le champ ci-dessus est à compléter uniquement dans la mise en place de luminaires neufs.

*Température de couleur du module LED : K

*Efficacité lumineuse du module LED à 50 % du flux lumineux nominal (i.e. à pleine charge) : lm/W

*Durée de vie annoncée pour L90B50 du module LED : heures

*Taux de mortalité à 100000 heures de l'appareillage auxiliaire : %

*Nombre de luminaires neufs installés ou de luminaires rééquipés :

*dont luminaires équipés pour un fonctionnement par détection de présence :

*Les luminaires sont pilotés par un dispositif automatique contrôlant a minima l'allumage et l'extinction pour interdire l'allumage de jour (sauf maintenance) : OUI NON

*Les luminaires sont gradables : OUI NON

*Le bénéficiaire s'engage à ce que le flux lumineux sortant du module LED soit abaissé d'au moins 50 % du flux lumineux nominal (i.e. à pleine charge) ou que le luminaire soit éteint durant au moins cinq heures par nuit : OUI NON

NB : L'efficacité lumineuse est le ratio entre le flux lumineux total sortant du module LED et la puissance totale du système (y compris auxiliaires).

Rappel : La mise en place de la gradation des luminaires remplacés ou rééquipés dans le cadre de cette opération n'est pas valorisable via la fiche RES-EC-103.

B. Bénéficiaire de l'opération d'économies d'énergie

*Nom du signataire : Prénom du signataire :

*Pour les bénéficiaires personnes morales, préciser :

*Raison sociale du bénéficiaire :

*Numéro SIREN du bénéficiaire :

A défaut : le bénéficiaire atteste sur l'honneur qu'il est dépourvu de numéro SIREN en cochant cette case :
 (mentionner la raison sociale et le numéro SIREN du syndic dans le cas des copropriétés).

*Fonction du signataire :

*Adresse :

Compléments d'adresse :

*Code postal : *Ville :

Pays :

Pour une opération engagée **jusqu'au 31 mars 2021**, indiquer les coordonnées suivantes :

Téléphone : _____ Mobile : _____

Courriel :

Pour une opération engagée **à compter du 1^{er} avril 2021**, indiquer les coordonnées suivantes :

*Téléphone : _____ (Indiquer un numéro de téléphone fixe ou de téléphone portable)

*Courriel : (Indiquer : « néant » si le bénéficiaire ne dispose pas d'une adresse de courriel)

(* La totalité du matériel a été installée par un tiers : oui non

L'installation est nécessairement réalisée en totalité par un tiers :

- lorsque la fiche requiert une qualification spécifique du professionnel installateur ;
- lorsque le bénéficiaire est une personne physique.

(* Dans le cas où au moins une partie du matériel n'a pas été installée par un tiers, mes services techniques ont mis en œuvre ou achevé l'opération (ex. : installation de toutes les lampes, de toutes les pommes de douche, etc.) : oui non

(* Non concerné par ces cas (l'opération ne nécessite aucune installation de matériel) :

* Cocher l'une des deux cases suivantes **à l'issue des opérations d'économies d'énergie** :

Je suis : le seul propriétaire (final) ou le locataire des équipements installés ; ou le syndic de la copropriété où prend place l'opération d'économies d'énergie ; ou l'occupant du logement où prend place l'opération d'économies d'énergie et je finance cette opération ; ou la personne recevant le service acheté

Je suis le maître d'ouvrage, l'un des propriétaires des équipements installés, ou l'affectataire (au titre du transfert de compétence entre collectivités territoriales) des biens sur lesquels ont lieu l'opération.

Le bénéficiaire ne peut prétendre pour une même opération qu'à une seule contribution versée dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

En tant que bénéficiaire de l'opération d'économies d'énergie, j'atteste sur l'honneur :

- que le **SIEDS** m'a apporté une contribution individualisée (action personnalisée de sensibilisation ou d'accompagnement, aide financière ou équivalent). Cette contribution m'a incité à réaliser cette opération d'économies d'énergie ;
- que je fournirai exclusivement au **SIEDS** l'ensemble des documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, notamment la facture (ou à défaut une autre preuve de la réalisation effective de l'opération) ;
- que je ne signerai pas, pour cette opération, d'attestation sur l'honneur semblable avec une autre personne morale ;
- l'exactitude des informations que j'ai communiquées ci-dessus sur les caractéristiques de mon bien (type de bâtiment, surfaces, énergie de chauffage, etc.) et que la ou les opérations d'économies d'énergie décrites ci-dessus ont été intégralement réalisées.

Je suis informé que je suis susceptible d'être contacté par les services du ministère chargé de l'énergie (ou tout organisme désigné par le ministère chargé de l'énergie) ou par le **SIEDS** ou son partenaire (ou tout organisme désigné par ceux-ci), dans le cadre d'un contrôle concernant la nature de l'opération et la réalisation effective de celle-ci. La réalisation effective d'un contrôle à la demande du demandeur ou de son partenaire (ou tout organisme désigné par ceux-ci) peut être une des conditions imposées par ces derniers pour le versement de leur contribution au financement de l'opération. Je m'engage à répondre aux demandes qui me seront faites dans le cadre des contrôles et, le cas échéant, à permettre l'accès au lieu de l'opération pour la réalisation de ces contrôles ;

- que les économies d'énergie réalisées par cette opération ne viennent pas réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une installation classée visée à l'article L.229-5 du code de l'environnement dont je suis l'exploitant ;

- qu'aucune aide à l'investissement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) n'a été reçue ou ne sera sollicitée pour cette opération ou qu'une aide à l'investissement de l'ADEME a été reçue ou sollicitée et que le calcul et la décision d'attribution de cette aide prennent en compte la délivrance de certificats d'économies d'énergie.

Fait à

*Le __ / __ / ____

***Signature du bénéficiaire**

(Cachet et signature du représentant)

C. Professionnel ayant mis en œuvre l'opération d'économies d'énergie ou assuré sa maîtrise d'œuvre

*Nom du signataire : Prénom du signataire :

*Fonction du signataire :

*Raison sociale :

Numéro SIRET : _____

*Adresse :

Code postal : _____ Ville :

Pour une opération engagée **jusqu'au 31 mars 2021**, indiquer les coordonnées suivantes :

Téléphone : _____ Mobile : _____ Courriel :

Pour une opération engagée **à compter du 1^{er} avril 2021**, indiquer les coordonnées suivantes :

*Téléphone : _____ (Indiquer un numéro de téléphone fixe ou de téléphone portable)

*Courriel :(Indiquer : « néant » si le professionnel ne dispose pas d'une adresse de courriel)

*En tant que représentant de l'entreprise :

ayant mis en œuvre ; ou

ayant assuré la maîtrise d'œuvre de l'opération d'économies d'énergie,

J'atteste sur l'honneur :

– que je fournirai exclusivement au **SIEDS** l'ensemble des documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, notamment la facture (ou à défaut une autre preuve de la réalisation effective de l'opération) ;

– que je ne signerai pas, pour cette opération, d'attestation sur l'honneur semblable avec une autre personne morale ;

– l'exactitude des informations que j'ai communiquées ci-dessus sur les caractéristiques techniques relatives à l'opération d'économies d'énergie et, le cas échéant, sur les qualifications professionnelles requises pour mettre en œuvre cette opération ;

– que la ou les opérations d'économies d'énergie décrites ci-dessus ont été intégralement réalisées et que j'ai respecté les conditions de leur réalisation, conformément à ou aux fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie concernées. Je suis informé que je suis susceptible d'être contacté par les services du ministère chargé de l'énergie (ou tout organisme désigné par le ministère chargé de l'énergie) dans le cadre d'un contrôle concernant la nature de l'opération et la réalisation effective de celle-ci.

Fait à

*Le __ / __ / ____

***Cachet et signature du Professionnel**

Mentions finales :

Les informations recueillies font l'objet de traitements informatiques pour le ministère chargé de l'énergie, sous la responsabilité de la Direction générale de l'énergie et du climat, destinés au contrôle des demandes de certificats d'économies d'énergie (CEE) et à évaluer le dispositif des CEE. Dans ce cadre, vous êtes susceptible d'être contacté, à l'initiative du ministère chargé de l'énergie, pour l'évaluation ou la réalisation d'un contrôle sur place de la bonne réalisation de l'opération. En signant le présent document, vous reconnaissez votre consentement au traitement de vos données.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer aux traitements des données vous concernant.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter le responsable de traitement de ces données à l'adresse suivante :

Direction générale de l'énergie et du climat, Ministère de la transition écologique et solidaire, 92055 La Défense Cedex
Ou par courriel : cee@developpement-durable.gouv.fr

Ou le délégué à la protection des données à l'adresse suivante : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr.

Si vous estimez, après avoir contacté le responsable de traitement ou le délégué indiqué ci-dessus, que vos droits ne sont pas respectés, vous avez également la possibilité d'adresser une réclamation relative aux traitements mis en œuvre à la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Ces données personnelles font également l'objet d'un traitement par le **SIEDS** en tant que responsable de Traitement ayant pour finalité : la gestion des opérations CEE, l'obtention des CEE ainsi que le dépôt, auprès du Pôle national des CEE, des dossiers correspondants, et ayant comme base légale l'exécution du Contrat, les obligations réglementaires ainsi que l'intérêt légitime du responsable de traitement. Elles sont accessibles aux préposés du **SIEDS** ayant à en connaître et sont également transmises par le **SIEDS** à ses partenaires, aux seules fins de gestion et de suivi des opérations d'économies d'énergie. Le **SIEDS** conserve les données ainsi collectées pour la durée nécessaire à la valorisation du dossier CEE correspondant auprès des autorités administratives, sous réserve de la purge d'éventuels contentieux, ainsi que pour la durée requise par les textes en vigueur (art. R222-4 et suivants du Code de l'énergie). Conformément aux dispositions réglementaires Informatique et libertés précitées, et dans les conditions en vigueur, vous pouvez également exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données désigné par le **SIEDS** en écrivant au siège social ou bien à l'adresse suivante : rgpd@sieds.fr. Le cas échéant, il est possible d'adresser toute réclamation auprès de la CNIL conformément à ce qui est visé ci-dessus.

De plus, il est rappelé aux signataires de la présente attestation sur l'honneur que toute fausse déclaration expose notamment aux sanctions prévues au code pénal (article 441-7) :

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait : 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ; 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.